la Falç

"Amb nova falç comencem a segar
el blat madur i amb ell les males herbes".

(Raimon)

PUBLICACIO DEL COMITAT ROSSELLONÉS D'ESTUDIS I D'ANIMACIO (C.R.E.A.)

Redacció : 16, Carrer Petit de la Réal "66" PERPINYA - Bimestral - 2,00 F - Nº 4 Juny-Juliol 1971



sumari

ÉDITORIAL

ENTRE TOTS HO FAREM TOT

Si el C.R.E.A. fa seva aquesta divisa no és pas que adoptem necessariament tot el sentit que li dona el grup polític que n'és l'autor. Peró aquesta és prou ben encertada per que li puguem donar la nostra interpretació.

Quin és per a nosaltres aquest TOT que hem de construir junts ? La federació socialista dels Països Catalans representen una comunitat de més de set millions de persones repartides en cinc collectivitats historiques : el Principat de Barcelona, cap i casal de Catalunya, el País Valencià, les Illes Balears, el Principat d'Andorra, el Rosselló-Cerdanya (els antics comtats).

La llengua i la història són el ciment d'aquesta comunitat catalana. Nosaltres rossellonesos, malgrat tres segles de separació no hem pas oblidat el nom de la nostra llengua. En aquest sentit els intents mal intencionats d'uns quants « rossellonistes » per fer oblidar el nom de la nostra llengua — el « rossellones » segons ells — han fracassat. A Valencia el particularisme ha dominat i també a les Illes. Els Valencians diuen que llur llengua és « el Valencià »; els Mallorquins, « el mallorqui ». A l'origen d'aquest particularisme exagerat hi han possiblement uns errors del cap i casal. Sobretot hi han els interessos dels latifundistes castellans. Però es nota ara un fet encoratjador : dins tot el domini català hi han cada día més gents conscients de la unitat profunda i gents que lluiten per la traducció politica d'aquest « TOT ».

Aquesta unitat ha d'ésser conciliada amb la diversitat. La diversitat és el producte evident de la història. Per exemple pel Rosselló l'inclusiò durant tres segles adintre de l'Estat francès ha donat un matís particular a la nostra catalanitat. L'únic mitjà de conciliar la unitat i la diversitat és la Federació és a dir una formula política que deixa a tots els elements una gran autonomía i que fa participar els elements com a tel a la direcciò del conjunt.

Aquesta Federaciò serà socialista. La burgesia ha fallat dins la realitzaciò de la unitat i de l'autonomia catalana. Ha fallat perquè els seus interessos de classe eren en contradicciò amb els interessos de la naciò. Es a dir que la unitat i l'autonomia seran realitzades pels treballadors catalans. La lluita d'alliberament nacional serà al mateix temps la lluita d'alliberament dels treballadors de l'explotació capitalista.

EL SEGADOR

LE ROUSSILLON EST COLONISÉ

L'inégalité de développement régional en France n'est plus à démontrer. Si les régions de Paris, du Nord et de Lyon sont industrialisées et fortement développées, la Bretagne l'Occitanie (Midi et Massif central), le Pays Basque, le Roussillon et la Corse fortement sous industrialisés demeurent à des degrés divers des exemples de sous-développement. Pour le lecteur mal ou faussement informé sur la géographie ethnique nous ajoutons que la France est formée surtout par deux ethnies : la France proprement dite au nord et l'Occitanie au sud et de six autres ethnies ou morceaux d'ethnies placées en gros aux six pointes de l'hexagones : Flamands, Bretons, Basques, Catalans, Corses et Alsaciens, Lorrains (partie de l'ethnie allemande). Si on remarque que les Flamands sont peu nombreux (100.000 environ) et que Bretagne, Occitanie, Pays-Basque, Roussillon et Corse sont franchement sous développés, il apparaît que les zones fortement développées sont en France proprement dite, car en Alsace-Lorraine tout ne va pas très bien et cette région ne peut soutenir la concurrence des lands allemands voisins. Certains expliqueront cela par le hasard ou par un manque de fer et charbon; nous voyons plutôt la cause dans une politique française orientée depuis des siècles vers le centralisme et le développement de Paris et de quelques zones directement liées à la capitale tout en relèguant au deuxième plan les régions éloignées destinées à servir de réservoir de main-d'œuvre et de fournisseurs de matière premières. Il n'y a pas là aucune fatalité historique.

Nous voudrions en effet par cet article faire le point sur une notion largement utilisée par la presse de gauche régionaliste et peut-être insuffisamment comprise par le public : « le colonialisme intérieur » trop souvent utilisé sans son qualificatif.

Certes quand nous disons que le Roussillon est colonisé nous ne prétendons pas que la situation à Perpignan est identique à celle d'Alger avant 1962. Il y a cependant assez de similitudes pour qu'on puisse parler de colonialisme en Roussillon (certains exigeront le qualificatif d'intérieur' nous l'acceptons volontiers). Sur toute une série de points l'attitude du capitalisme franco-parisien est semblable en Roussillon et en Algérie ou dans une autre colonie interne ou externe.

1. *Les colonies se caractérisent par leur spécialisation dans la production de matières premières consommées ou transformées dans la métropole.*

En ce qui concerne l'industrie seules peuvent se développer les industries extractives et ni le fer du Canigou, ni le pétrole Saharien n'étaient transformés sur place. Une somme considérable d'argent apportée par le travail de ces matières est donc perdu pour la colonie au profit de la métropole.

Des sociétés étrangères s'emparent des terrains et les exploitent selon leurs uniques intérêts. Un exemple : En Arles sur le Tech la mine de Giobertite de la Senyoral n'est toujours pas exploitée parce que le propriétaire n'a pas encore jugé bon pour lui d'en extraire le minerai. Pourtant le récent licenciement de nombreux ouvriers des mines de fer de Batère aurait pu en justifier l'ouverture. Les intérêts des habitants de la région ne sont rien, seuls comptent ceux du capital.

L'artisanat et la petite industrie souvent très florissants avant l'installation du capitalisme n'ont pu soutenir la concurrence des régions déjà industrialisées alors que des possibilités réelles existaient. C'est ainsi que l'industrie roussillonnaise (liège, textile, espadrilles, etc.) ne peut avoir dans une France centraliste et libérale d'autre destin que la mort. Ceci explique aussi par exemple que l'artisanat algérien soit bien moins remarquable que son homologue marocain qui n'a eu à soutenir la concurrence de l'industrie française que bien plus tard.

Par suite les régions colonisées sont souvent essentiellement agricoles et productrices de biens de consommation pour la métropole : fruits et légumes du Roussillon ou vin d'Algérie dans un pays ou la population ne boit pas de vin. Même les industries de conserverie ne sont pas toujours sur place.

On voit par là à quel point un pays colonisé dépend de sa métropole.

D'autre part l'exportation de ces produits vers la région ou l'état colonisateurs sont toujours aux mains d'organismes métropolitains.

2. *Les colons s'approprient la terre.*

Ce processus est encore loin d'être terminé en Roussillon, mais il est bien entâmé. Il suffit de voir l'engouement de certains étrangers Belges ou autres pour s'en rendre compte. En pays colonisé, le colonisé se trouve à plus ou moins brève échéance sur une terre qui ne lui appartient pas, soit qu'on l'exproprie brutalement comme en Algérie ou qu'on l'achète avec la force de l'argent comme actuellement en Roussillon. Quand la terre ne vous appartient plus vous n'avez qu'à partir. Les achats sont le plus souvent systématiques : ainsi les Salins du Midi possèdent tous les terrains susceptibles de porter des salines afin de s'assurer le monopole et ont ainsi paradoxalement devenus le plus gros producteur de vin.

De même l'appropriation du territoire nécessaire à l'aménagement de la Floride Occitane (V. n° 1 de la Falç) et l'achat de communes entières par les Belges (V. n° 2 de la Falç) sont, on ne peut mieux, des formes évidentes de colonialisme.

A cela il faut ajouter que ces nouveaux propriétaires apparaissent toujours fort irrespectueux des coutumes et des droits des indigènes : ils bloquent les chemins de passage, interdisent la chasse, la pêche, la cueillette aux champignons et même la circulation dans leurs forêts; tout cela d'ailleurs fort légalement vis-à-vis du droit français qui n'est dans ce cas que le droit d'expulser les habitants sous couvert de la sacro-sainte « propriété privée ».

En bref, ils font toutes choses que le plus salaud des propriétaires catalans n'aurait pas osé faire et ceci avec bonne conscience.

Si le paysan catalan qui vend son mas en fonction de la valeur agricole des terres souvent médiocres croit réaliser une bonne affaire le capitalisme qui achète en vue de la valeur que le terrain ne manquera pas d'acquérir fait certainement une affaire meilleure encore. Ceux qui ne perdent pas leur temps se sont surtout bien entendu les agences d'ici, de Belgique ou d'ailleurs. On ne peut donc que conseiller au catalan propriètaire, même si sa propriété est au sommet du Canigou, de ne pas se précipiter : les prix ne risquent pas de baisser.

3. *Les colonies sont des réservoirs de main-d'œuvre.*

Il est bien évident que si les pays capitalistes d'Europe Occidentale ont aujourd'hui un niveau de vie

remarquable ceci est dû pour beaucoup à l'exploitation coloniale et de néo-coloniale. Les bénéfices de celles-ci ont permis à la bourgeoisie européenne d'assurer un standing suffisant à sa classe ouvrière en reportant une grande part de son exploitation sur les pays sous-développés et également en amenant chez elle des travailleurs étrangers souvent très mal payés. Que l'Algérien ou le Sénégalais soient exploités par l'intermédiaire des sociétés qui sont chez eux ou qu'ils viennent ici pour réaliser des travaux dont aucun français ne veut, c'est toujours le même colonialisme. Si la France pompe surtout dans ses colonies extérieures pour les travaux manuels, elle pompe dans ses colonies intérieures pour les travaux intellectuels (1) de fonctionnaire encore qu'on puisse se demander si un C.R.S. est un serviteur intellectuel ou manuel. Quelle différence y a-t-il entre un arabe manœuvre dans le bâtiment et un C.R.S. ou un fonctionnaire catalans ? Il y a bien entendu une différence de statut, l'un est français, l'autre pas; il y a une différence de salaire mais il y a bien une ressemblance, c'est que tous les deux sont déracinés de chez eux et jetés au service du capitalisme français et parisien libre de les employer où il veut comme il veut. S'il prend au Roussillon ses meilleurs éléments pour les envoyer où bon lui semble le capitalisme parisien envoie néanmoins chez nous ses fonctionnaires venus également on ne sait d'où et qui n'ont qu'une identité celle de français défenseur du capitalisme franco-parisien et un seul désir se dorer au soleil. C'est là un autre aspect du pays colonisé.

En pays colonisé les hommes instruits et valables s'en vont (il en est encore ainsi des médecins et techniciens des pays sous-développés indépendants attirés par les nations riches) et sont remplacés par des administrateurs tout dévoués à la puissance coloniale. Le préfet en est le type même et peut fort bien être comparé à l'ancien gouverneur des colonies.

4. *Le capital local disparaît et est remplacé par celui du colonisateur.*

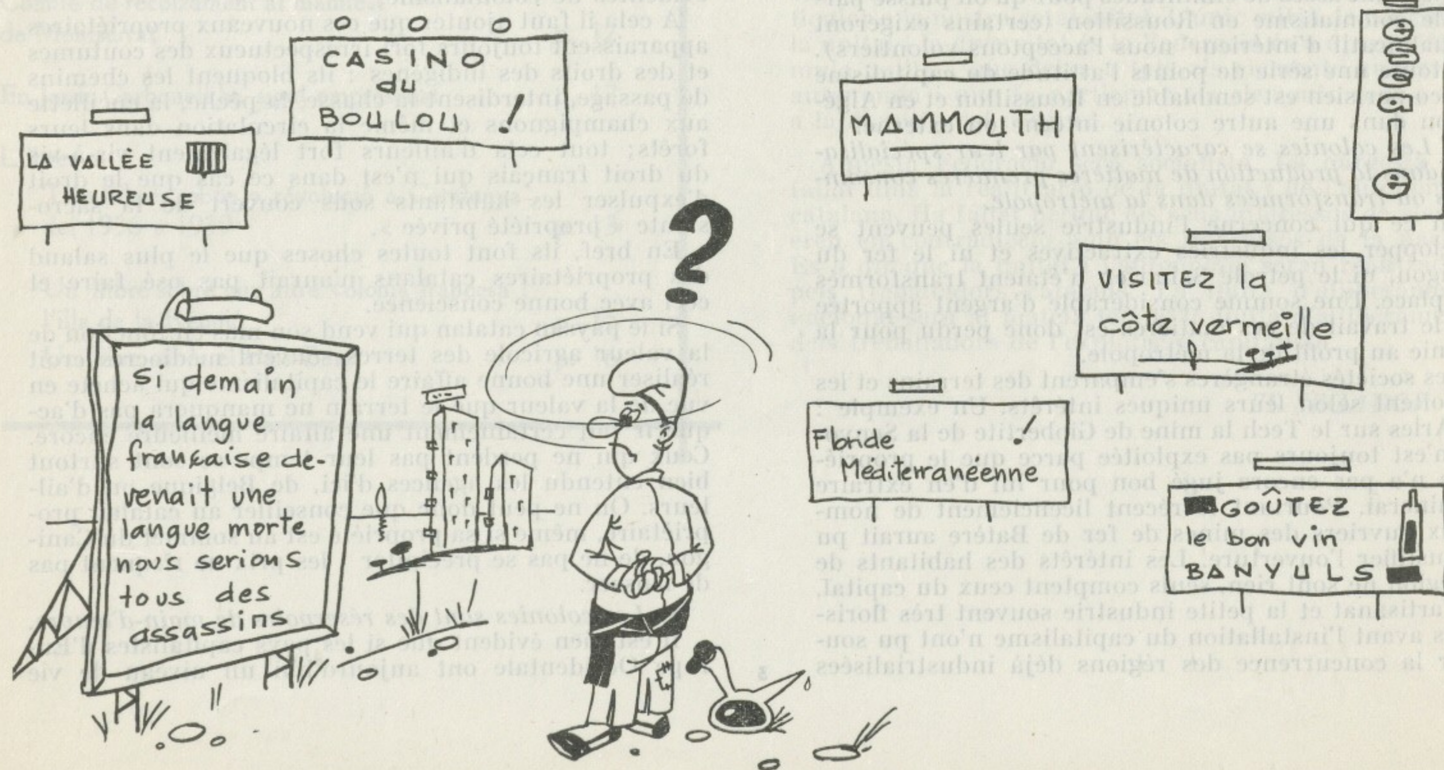
Le propre du système capitaliste à sa formation au XIXe siècle a été de créer des frontières afin de protéger l'économie de chaque état. Ainsi des pays comme la Suisse ou le Danemark dépourvus de fer et charbon seraient certainement devenus des régions sous-développées s'ils avaient été englobés dans un grand état. La protection douanière leur a permis à l'intérieur de leurs frontières de chercher une orientation originale; la Suisse l'a trouvée dans un développement des banques; le Danemark sans industrie a réussi dans l'agriculture, disons même dans l'élevage et la production laitière. L'Irlande qui était alors une colonie anglaise (2) n'a pu trouver une voie propre et est encore aujourd'hui malgré son indépendance survenue trop tard dominée économiquement par la Grande-Bretagne et peut-être considérée comme sous-développée.

A l'intérieur d'un pays centralisé comme la France bien entendu, aucun obstacle à la libre concurrence les plus forts ont gagné : Paris et ses annexes Lyon, le Nord. Pourquoi ainsi ? Essentiellement parce que Paris avec son pouvoir politique a pu se permettre de bâtir un réseau de communications dont il était le centre pour drainer vers lui les richesses de la France entière. Les industries qui recherchaient la proximité du pouvoir et de la bourse et une région bien reliée au reste du pays n'allaient évidemment pas s'installer à Perpignan. La houille et le fer n'ont certainement pas été l'unique facteur déterminant. Les régions en dehors de la sphère parisienne étaient condamnées. Les capitalistes de Toulouse ou Perpignan investirent dans les régions favorisées, simple loi du profit à laquelle même le capitaliste le plus patriote ne peut échapper. Comme dit Lafont dans la Révolution Régionaliste : (Ces régions) « ont été jusqu'à ce jour dans la situation qui serait celle d'un état incapable de protéger son commerce, son agriculture, son industrie, ses nationaux contre la destructuration capitaliste, et n'arrivant même pas à concevoir cette défense... on voit quels sont les pays qui obéissent à ce schéma : ce sont les pays colonisés ». On ne peut imaginer meilleure définition du colonialisme intérieur.

---

(1) Certaines colonies intérieures, Occitanie et surtout Bretagne, sont connues pour fournir de forts contingents d'ouvriers manuels et de manœuvres. L'ouvrier breton ou occitan se retrouve souvent à la même tâche que l'Algérien ou le Portugais. Ceci pour dire que les colonies intérieures ne fournissent pas que des fonctionnaires.

(2) Dans une lettre d'Engel à Marx, du 23 mai 1856 : « L'Irlande peut être considérée comme la première colonie anglaise... on voit que pour les citoyens anglais la prétendue liberté repose sur l'oppression des colonies. »
L'Irlande d'alors et la Bretagne, Occitanie ou Roussillon d'aujourd'hui n'ont-ils pas des similitudes ?



C'est ainsi que la Bretagne, l'Occitanie, le Pays Basque, le Roussillon et la Corse en sont venus à jouer vis-à-vis de la France développée, le rôle de l'Irlande vis-à-vis de la Grande Bretagne, celui d'une colonie. Les embryons de développement à partir des bases locales qui ne demandaient qu'à s'épanouir furent donc détruits par le géant parisien. Le capital s'enfuit de chez nous et le peu d'industrie qui existait se transformait en un annexe de l'industrie franco-parisienne.

Le lecteur concluera peut-être que des frontières auraient permis de nous préserver du sous-développement. L'histoire ne s'écrit pas deux fois et nous n'en saurons jamais rien. Il n'en reste pas moins qu'une autonomie régionale aurait certainement empêché l'excroissance monstrueuse de Paris et permis un meilleur équilibre régional.

Barcelone tout près de chez nous a bien crée des industries. Pourquoi Perpignan n'aurait pu le faire, dans d'autres conditions ?

5. *Les colonisés sont culturellement aliénés.*

Si les tenants du colonialisme acceptent de reconnaître parfois certains de leurs torts, il est un point sur lequel ils n'acceptent guère la critique : c'est la politique culturelle de la France. Cette sacré « culture » dont on parle tant sans savoir très bien ce que c'est, mais qu'il faudra bien définir un jour ! La France a voulu faire des colonisés de l'extérieur des Français comme elle l'avait fait avec les colonisés de l'intérieur confondant encore une fois égalité et uniformité.

Il est indiscutable qu'elle n'a jamais porté un intérêt véritable à la culture et la langue des pays colonisés. Le colonisateur a toujours eu assez d'orgueil pour croire que sa langue valait mille fois celle du colonisé (plus universelle, plus adaptée au monde moderne, etc.)

A l'extérieur comme à l'intérieur, la politique est la même. Pour les épigones parisiens, le catalan ne vaut pas mieux que l'arabe ou le Cambodgien. Seul le Français « langue de culture » peut-être selon eux admis à l'école et seul Paris est habilité à fournir la « culture ». Le centralisme culturel est logiquement lié au centralisme économique et la colonisation culturelle appuie la colonisation économique. Il n'est pas aberrant de parler de tentative permanente de génocide culturel des peuples colonisés de l'hexagone. L'effort plus ou moins conscient pour détruire et dénigrer les langues locales est incontestable, comme témoignage les paroles de cet inspecteur d'académie citant en exemple le rapport d'un de ses instituteurs : « Peu à peu le patois disparaît de l'école, de la cour, de la rue, de la famille même. »

Le lecteur ne pourra nier qu'il existe des similitudes dans le comportement du capitalisme franco-parisien outre-mer et dans les régions. C'est pourquoi comme d'autres avant nous, nous affirmons que Paris a à notre égard une attitude colonialiste. La différence essentielle avec le colonialisme extérieur c'est que le statut du colonisé et du colonisateur sont les mêmes ainsi que leurs droits théoriques. Ceci ne veut pas dire qu'on ne puisse parler de colonialisme tout comme le fait que patrons et ouvriers soient théoriquement égaux devant la loi ne veut pas dire que les uns n'exploitent pas les autres.

S'il convient cependant d'établir cette nuance et de parler de colonialisme intérieur, la situation coloniale n'en existe pas moins et on peut légitimement affirmer qu'il y a des ressemblances entre la situation de la Guadeloupe ou de la Corse ou du Roussillon... ou autrefois de l'Algérie.

On peut et on doit expliquer que le Roussillon est colonisé par le capitalisme franco-parisien et par l'intermédiaire de celui-ci par le capitalisme international.

Nous pouvons conclure avec une autre citation de R. Lafont : « autoritarisme centraliste, colonialisme intérieur, impérialisme ethnique sont avec le colonialisme extérieur les caractéristiques essentielles du pouvoir bourgeois en France ». C'est tout un programme révolutionnaire.

N.-B. — Nous conseillons au lecteur intéressé par ces problèmes de lire l'ouvrage de Robert Laffont : « La Révolution Régionaliste ». Editions Gallimard, 1967. Collection Idées : 3,50 F.

Malgré les critiques que feront certains, ce livre demeure d'une grande importance théorique.

NACIONALISME BURGES I NACIONALISME POPULAR

La lluita revolucionaria d'alliberament nacional al Sud dels Pirineus

L'alliberament del poble català de l'opressió a què és sotmès per part de l'oligarquia espanyola i de la burgesia catalana al seu servei, per a nosaltres no es limita a una simple reivindicació de fronteres sinò que representa l'alliberament total del nostre poble mitjançant lá implantació de l'Estat socialista català. Plantegem així un nacionalisme popular que no s'oposa tan sols al nacionalisme burgès que es basa en una *concepció totalment diferent de la nació,* sino també sobretot perquè el seu triomf comporta l'alliberament de l'opressió actual i per tant *l'acabament del poder de la burgesia.*

El nacionalisme burgès és basat en una concepció idealista; la nació, ha estat presentada per la burgesia com una societat ideal sense les contradiccions socials i les diferències de classe que enfronten els explotats amb els explotadors. Aquesta concepció explica la desvinculació que ha tingut i que té l'acció nacionalista burguesa dels problemes reals del país. L'interès de la burgesia al seu servei presentant els seus interessos de classe com si realment fossin interessos nacionals de tot el poble. I és que la burgesia com a classe, és com a grup social amb uns insteressos propis, no pot presentar la nació tal com és perquè la rea-

litat posa al descobert l'existència del domini de classe que ella exerceix sobre la resta de la societat. Enfront d'aquesta concepció idealista oposem la nostra concepció de la nació com una societat real amb contradiccions socials que precisament cal resoldre amb la nostra lluita i la de tot el poble : societat dinàmica, canviant i no estancada socialment, on el poder de la burgesia ha d'ésser substituït pel de la classe obrera que representarà l'acabament de l'opressió i la construcció d'una societat al servei de tot el poble.

La burgesia catalana és incapaç, a més, de resoldre el problema nacional com ho ha demostrat repetidament; és incapaç d'anar més enllà d'unes minses reivindicacions culturals i d'implantar veritables solucions polítiques. En tots els moments històrics en què ha hagut de triar entre els interessos de classe i les llibertats nacionals — per elementals que fossin — s'ha decidit pels primers; ha estat interessada a mantenir l'Estat espanyol com a nucli de poder que li ha proporcionat la força armada quan li ha convingut reprimir la classe obrera. La burgesia catalana no pot i no vol destruir l'actual Estat espanyol que representa la seva aliança amb l'oligarquia espanyola, perque sap que perdria el domini econòmic i social actuel : és per això que les seves reivindicacions no poden superar el marc de l'autonomia regional dintre l'estructura del mateix estat. Per a la classe obrera catalana, en canvi, no tan sols no hi ha cap interès a conservar l'Estat actual sinó que la seva destrucció és part integrant del seu alliberament total, perquè reprensenta l'acabament de l'aliança de poder entre el punt de partida imprescindible per fomentar les relacions amb els pobles de la resta de l'Estat espanyol sobre unes bases d'autèntica solidaritat.

L'opressió nacional del poble català, que es presenta sota les diverses formes d'opressió econòmica, social, política i cultural, és exercida per l'Estat espanyol capitalista i imperialista, com a instrument dels interessos de les classes dominants financeres i terratinents espanyoles i de la burgesia catalana, així com també de les classes dominants del País Basc i Galícia.

La resposta contra aquesta situació d'opressió és la lluita revolucionària portada a terme mitjançant la mobilització de les classes populars catalanes per l'objectiu global d'alliberament nacional i de classe, orientat a la destrucció de l'Estat i a l'acabament de l'explotació. Es tracta, doncs, d'una alternativa global. La lluita per solucions parcials es mancada de tot sentit. No és possible de plantejar l'alliberament nacional al marge de la realitat social. No plantejar una solució socialista a la situació és, en definitiva, contribuir a perpetuar-la. Plantejar, igualment, un socialisme abstracte prescindint de la problemàtica nacional, no és tan sols una aberració idealista sense arrelament en la realitat concreta, sinó també, de fet, un pur col-laboracionisme amb la política imperialista del règim.

Aquest plantejaments simplistes que hem exposat existeixen al nostre país com a conseqüència de la política i de la propaganda feixistes i espanyolistes del govern; fins i tot certs sectors de l'oposició política no s'han sabut sostreure a aquestes limitacions i prejudicis. Aquesta situació d'alienació, que és un dels primers obstacles que cal vèncer amb la nostra lluita, dificulta l'avanç del procés revolucionari que s'enten fonamentalment com una tasca d'organització, de conscienciació i de mobilització de la classe obrera i de tot el poble. La revolució catalana és el resultat de la lluita permanent i organitzada pel trencament de les estructures del poder de l'Estat i l'enfortiment del moviment obrer i popular d'alliberament que esdevé, per mitjà d'aquesta mateixa lluita, conscient dels seus propis objectius.

L'acceleració i la potenciació d'aquest procés revolucionari, és la tasca urgent que han d'emprendre tots els revolucionaris catalans, amb l'estructuració i la consolidació, en fi, en els múltiples aspectes organitzatius i ideològics de tot el moviment solidari de la classe obrera i de les altres classes populars catalanes en la lluita pel seu alliberament.

◆

INFORMACIONS DIVERSES

ABONAMENTS : per 10 numeros

Estat francès : 16,50 F
Altres estats : 20,00 F
Abonament d'ajuda : 25,00 F enllà :

SUSCRIPCIONS :

1) *Disc 45 T. d'En Reinald DEDIES :* El C.R.E.A. ha decidit gravar el primer disc del primer cantant de nova cançó rossellonesa, En Reinald DEDIES. Reinald DEDIES, jove enginyer. nat à CORNELLA DE LA RIBERA fa aproximadament 25 anys és l'un dels animadors del Grup d'Accio Poètica Guillem de Cabestany que ha actuat a Tuir, Argelers, Ceret, Llo, Sallagosa, La Tor de Querol.

2) *Disc 45 T. de l'Antoni ORTEGA :* Altre membre del Grup d'Accio Poètica Guillem de Cabestany, l'Antoni ORTEGA fill de BARCELONA, vé amb la seva guitarra al Rosselló desde fà dos anys. Cançó de protesta original per la seva rabia freda i la seva ironia.

El preu de surcripció per cada disc és de 7 F

Abonaments i surcripció han d'ésser enviats :

Jaume ROURE, 16, carrer petite de la Real, 66 PERPINYA.
C.C.P. 1 648-50, MONTPELLIER.

Miquel MAYOL, 10, carrer Foy, 66 PERPINYA.
C.C.P. 1753-45 PARIS.

Banque Populaire des P.-O., 36, boulevard Clémenceau, 66 PERPINYA,

Compte 00 19 288 732 - Journal « La Falç ».

CRONICA ROSSELLONESA DELS ATALAIADORS

1) *ELECCIONS MUNICIPALS A PERPINYA*

El diumenge 14 de Març, día d'eleccions municipals a l'estat Francès i a Perpinyà. Com pertot arreu poques surpreses : unió entre el partit socialista i l'U.D.R. La reelecció del batlle de Perpinyà, Pau Alduy (partit socialista), era evident. Però el 48 % d'abstenció al Rosselló i el 34 % a la resta de l'Estat Francès ens ha demostrat la opinió que té un poble d'una farça electoral.

El domini de la burgesia a Perpinyà ha donat com a resultats dels sufragis expressats un 72 % per N'Alduy i 28 % per N'Albert, candidat comunista.

Una vegada més el P. « C. » F. vol participar a un parlamentarisme corcat i a una gestió més democràtica dels municipis, apartant-se així dels seus primers objectius revolucionaris i col-laborant amb el capitalisme.

El P.S.U. (que no té rès que veure amb el P.S.U.C.) davant d'aquestes dues llistes va preferir votar pel P. « C. » F. i contra la reacció però fent unes reserves.

Ja que un corrent revolucionari autènticament català no ha pogut ser representat, el C.R.E.A. ha prés la mateixa posició que el P.S.U. tot considerant que la revolució no es ferà al parlament sinó al carrer.

El corrent revolucionari català no té encara cap traducció política clara. El C.R.E.A. representa un dels camins possibles cap a la creació d'aquest instrument adequat : la secció rossellonesa del partit revolucionari dels Països Catalans.

La tasca és llarga, ho sabem car la colonització econòmica és total, l'alienació cultural és completa i la despolitització dels esperits en un sentit català ha sigut reeixit pel capitalisme parisenc. No es tracta de preparar les municipals del 1978 sinó la presa de tot el poder pels treballadors.

2) *ROCARD A PERPINYA*

El secretari general del P.S.U. va ser l'hoste de la Federació dels Pirineus Orientals. Dins la seva conferència, Rocard ha desenvolupat a partir d'exemples concrets, la necessitat de formar dins la lluita el partit revolucionari.

En la nostra llengua, el C.R.E.A. li va plantajar el problema nacional català (alienació cultural i reunificació del Països Catalans). La seva resposta no va ser gaire satisfactòria. Però també no n'esparavem d'altra. Ha denunciat a partir de l'exemple corsa el colonialisme *interior* de l'Estat Francès. sobre les ètnies perifèriques. Però la conseqüencia d'aquesta colonització : una lluita de Resistència lligada a l'esforç d'alliberament de tots els Països Catalans no és del seu acord car no podem oblidar que és un líder d'un partit francès. Som solament els catalans que tenim de trobar la lluita per la supervivancia i de conquistar el dret a viure dins llur propi país.

3) *LA GUERRA DELS ENCIAMS*

Centenars de camions de l'Estat Espanyol atravessen cada día la « frontera » del Portús per a fer arribar al Mercat Comú els enciams que produeixen els conreus, especialment del Principat i del País Valencià. Mentre aquests enciams apareixen en el mercat dels Sís, els camperols catalans del Rosselló i occitans han de llançar al riu mil.lers de caixes per a mantenir el preu d'aquesta hortalissa.

Què passa ? Els enciams cultivats al Mercat Comú han d'ésser destruïts per a deixar lloc als que venen de fora ! Els agricultors s'han vist doncs obligats a bloquejar les carreteres i les vies de tren en senyal de protesta. Molts moviments, a vegades violents, han tingut lloc a Perpinyà, Carcassona, Béziers, etc. on, com sempre, els C.R.S. han fet llur tasca odiosa.

Conclusió : els camperols no han obtingut satisfacció.

El 21 de Gener, día de grans manifestacions, el « Senyorissim » Pompidou, en la conferència de premsa, denuncià l'actitud estúpida dels pagesos dient que el Rosselló i el LLenguad'oc « és una regió on els esperits són una mica calents i facilment escalfats ». Segons ell hi han altres solucions més sàbies a aquest problema però el govern, ajuda essencial, no fa rés. A la mateixa conferència va dir : « J'ai été élevé dans l'estime pour la nation espagnole, une des plus grandes, des plus belles et des plus nobles d'Europe » després de refusar de parlar sobre l'actitud de la premsa, la ràdio i la televisió franceses respecte al Procés de Burgos. Fins i tot quasi va arribar a dir que estimava tant Espanya que voldría fer dintre l'Estat Francès el que en Franco fa dintre l'Estat Espanyol.

El capital francès, representat en le persona del Senyor Pompidou, prefereix la venda d'avions « Mirage » que la reconversió de l'agricultura. En fí, una vegada més el capital centralitzador de París actua contra les economíes rossellonesa i occitana, tot això confirma la necessitat per a aquestes dues nacions d'administrar-se malgrat que en la conferència de premsa el President de la República digués que vol una regionalització peró a la seva manera conservant la unitat « nacional ».

Cal fer atenció pagesos del Rosselló, no us deixeu subornar. Tot això és un joc dels dos estats opressors (francès i espanyol). No tingueu rancúnia contra els camperols catalans de l'altra costat de l'Albera, ells no son culpables, ells necessitan vendre llurs verdures per a poder viure, ells tenen els mateixos problemes que vosaltres. Barcelona és un gran mercat consumidor que pot absorbir els vostres productes. Lluiteu tots junts i creem tots una economía purament catalana per als catalans on tots els beneficis seran nostres. Sou tots germans, pagesos del Rossello i pagesos dels altres Països Catalans.

CORATGE, LA LLUITA TOT JUST COMENÇA, PERO ACABARA.

(Segueix pag 9)

FURGUEM LA TERIA I ANEM ARRACONANT...

A Jordi Carbonell.

Furguem la terra i anem arraconant
l'antic gemec,
el plor, l'ombra, la por,
a les envistes en què som d'un món millor,
fora el silenci
i encetat el clam que vencerà el silenci
de tants anys.
I gosarem foragitar mals averanys
i obrirem portes
i fressarem camins,
sedecs d'una raó
que ens heu servat endins
del pit nafrat d'herois,
les mans crispades
de raça sense dret a dir que és
— ferro forjat amb fonda fe
de segles amarats
d'esquerps destins
de pols, de crit i de combat.
I ens escaurà de dir :
Són molts anys de tortura per a un poble
i per als homes que formen aquest poble
nostre,
prohibit,
que ens agombola al si
de l'ampla nit
de l'odi.
Ara admirem la força d'una voluntat
ferrissa i més que noble, i entenem
l'angoixa d'aquest gest agosarat,
força i exemple avui que som
a punt de dir que comencem
a tornar a ser.

ALVAR VALLS
(gener 1971)

CANTS DE LLUITA

Del cantant occità MARTI, un cant amb occità

LENGADOC ROGE

Era l'an 1907
Los paures manifestavan
E volguèron pas tirar
Póble e soldats èran fraires (germans)
E volguèron pas tirar
Los soldats lengadocians
Governament te vengaràs
Amb una guèrra als Alemands

Era l'an 1907
Per Besièrs manifestavan
E volguèron pas tirar
Tu que voliàs pas morir
Entre flors desconegudas
T'an enterrat dins un lençol
De freda tèrra del Nórd

Aquel an 1917
T'escrivia ta maire
« Torna lèu (aviat) per la vinha
Plori quan la regardi ».
S'es poirida la flor roja
S'es poirida la flor roja
l'an enterrada dins un lençól
Amargant de messorgas
S'es poirida la flor roja.

LUMIERES SUR LES SALADES

D'un jove rossellonès anonim

Ce ne sont plus les raisins
Mais « les salades de la colère »
Répandues sur les chemins
Par les agriculteurs en colère.

Quels seront nos lendemains,
Dites-moi ? Soyons sincères !
Car se lève tous les matins,
La même ère de misère.

Cela nous concerne tous
Qu'on soit du ciel ou terre à terre.
Ce n'est qu'ensemble, pouce à pouce
Que nous comblerons les ornières.

En premier lieu, démocratie
Il faut devenir tous des frères
En second lieu, idéologie
Cela s'avère nécessaire.

Envisagez donc les moyens.
Pour réunir les sens contraires,
Car le voisin, sans son prochain,
N'a plus une ombre de lumière.

Retrouvons tous la dignité,
Nous avons la même galère.
Il faut s'informer, s'exprimer
Dans la langue qui nous est chère.

Adrien.

4) LES PAYSANS ONT PARLÉ

« La loi est injuste, alors la justice passera avant la loi. »

Ce cri de colère, ils l'ont exprimé avec d'autant plus de violence que les seuls garants de la loi capitaliste étaient les C.R.S.

Le capitalisme cherche à assassiner le monde rural.

A l'heure du Marché commun et des grands monopoles, la seule façon d'augmenter ses profits est de transformer l'agriculture en industries.

Pour cela, il n'hésite pas à pratiquer :

— La chute des cours par des importations massives au nom d'une coopération qui cache son vrai nom derrière les derrycks du Sahara;

— L'intoxication du monde rural. La télé-promotion rurale existe depuis 1967. Les jours d'émission, les agriculteurs se regroupent dans des centres de réception, autour d'un animateur. Cette initiative aurait pu être positive. Elle aide les agriculteurs à travailler en groupe, à s'exprimer publiquement.

Mais en fait, cette technique est utilisée pour faire accepter la politique du gouvernement.



Quand Etienne Amat, délégué de la F.N.S.E.A. du Midi-Pyrénées écrit dans « Télé-Contest », sous le titre « Mutation sans exode » :

« Sans être futurologue, je parie qu'en l'an 2.000, la vente des sarments de vigne pour barbecue rapportera davantage que la vente du vin ! », nous sommes sans aucun doute devant la plus vaste opération idéologique de liquidation des paysans.

— L'appropriation des terres et des moyens de production.

Avec certaines dimensions d'ateliers, avec un certain matériel, il n'est pas possible de s'en sortir seul. Il faut rentrer dans un circuit de commercialisation et d'approvisionnement (amont-aval). Souvent, quand une exploitation se trouve en difficultés, une firme se présente, qui propose des avantages de financement pour l'installation de bâtiments et l'achat de matériel.

Ceci paraît être une planche de salut pour l'agriculteur. En fait, il devient un numéro, un travailleur à façon : un prolétaire.

Un jour, il quitte sa terre au profit d'une grosse industrie qui l'utilise comme manœuvre.

Le capitalisme sait se créer le sous-prolétariat dont il a besoin.

Face à cette situation, les paysans se battent avec une force et une détermination croissante. Nous sommes solidaires de leur lutte. Mais nous pensons que l'issue du combat est politique :

— Il ne faut plus être prisonnier de l'électoralisme des notables qui entretiennent le respect d'une légalité injuste;

— Il faut démystifier le regroupement sous le mêdrapeau de « la profession » des agriculteurs, dont les situations et les intérêts de classe sont opposés.

Pourquoi le petit prolétaire catalan irait-il se battre pour le gros agrarien de la Beauce, afin de soutenir les prix des céréales ?

Cette bourgeoisie rurale est en fait la mieux représentée au sein des bureaux nationaux des syndicats.

— Il faut contraindre ces mêmes syndicats, qui trempent avec les administrations du régime capitaliste, à entreprendre un combat révolutionnaire respectant les aspirations de la base.

— Il faut détruire la coupure qui existe encore paysans et ouvriers.

Alors ,le combat pour le socialisme aura gagné de grandes batailles.

5) GARGOTS

Les parets de la Universitat i del Palau dels Congressos recordaven aquest matí de Gener les parets de la Sorbona al més de Maig 68. Feia goig; deien per exemple al restaurant universitari : « On ne meurt plus de fin, on crève d'ennui. », o encara : « Dans ces murs de béton, l'anesthésie éduque l'indifférence. » Tot això feia pensar, exprimía una revolta contra la situació viscuda. Es clar, els burgesos varen convocar una cerimònia expiatòria al monument als morts, amb la fanfarra i tot, car havia sigut « ultratjat ».

Els del P. « C. » F., catedràtics es sciencies revolucionaris, condemnaren l'irresponsabilitat petit burgesa d'uns individus aïllats de les masses treballadores. Per a nosaltres una revolta d'aquest tipus és ampliament justificada pel monopoli de l'expressió política que té el poder capitalista a través de l'Estat. El capitalisme ens vol tancar dins una presó individual. A través de l'escola, de la premsa, de la ràdio, de la televisió, de la publicitat, té el monopoli de la paraula.

Però per a nosaltres la paraula autènticament revolucionaria aqui al Rosselló és el català : la llengua dels treballadors, la llengua confiscada. Es hora que les parets parlin clar i català.

6) ENCARA UN PAS ENDAVANT !

Dins un passat número del « Magazine Littéraire », En Pere Verdaguer, eminent escriptor català del Rosselló, explicava que se sentia perfectament francès. Dins un recent article publicat pel diari parisenc « Le Monde » sota el títol « per una universitat bilingüa a Perpinyà » explica que se sent mig català - mig francès. VERDAGUER ENCARA UN PAS ENDAVANT !

Lluites al pais basc i dins els altres països catalans

BURGOS : Un nou atemptat contra els Bascos

Primerament donarem les informacions sobre l'activitat del C.R.E.A. durant el PROCES DE BURGOS.

Cal remarcar un moviment important a Perpinyà. El 3 de Desembre hi va haver un míting a la universitat a càrrec del C.R.E.A., els estudiants de la U.E.C. (unió d'estudiants comunistes del P. « C. » F.) s'oposant al lliurament per tots els estudiants d'un document fet per ells destinat a l'ambaixada espanyola de París per l'intermediari del Consolat de Perpinyà.

A les 6.30, unes 70 persones, en majoría treballadors espanyols imigrats i estudiants, anaren al consolat per a protestar. Durant el procés quatre manifestacions són organitzades per la C.G.T., C.F.D.T., P.C.F., P.S., Lliga dels drets de l'home, a les quals s'hi va afegir la banderola del Socors Roig (els únics a portar banderes roges i a cantar la internacional). La més important tenía unes 3.000 persones.

A la nit del 11 al 12 exploten tres cóctels Molotov a les dues sucursals del Banc Espanyol a París (representant del capitalisme castellà) i a la del Banc de Bilbao (representant del capitalisme basc enemic de la E.T.A.).

El 14, el C.R.E.A. s'adher i x a l'Assemblea de Montserrat enviant el telegrama següent que va ser interceptat per la policía espanyola :

Catalans rossellonesos ll_itant contra l'opressió nacional ratifiquen declaraci(trametent Assemblea simpatia i adhesió — Catalunya i llibertat.

C. R. E. A.

(Comitè rossellonès d'estudis i animació).

Sense parlar de les intenses manifestacions que han tingut lloc en tot el món, conegudes per tothom, voldriem parlar especialment de les lluites dintre l'Estat Espanyol molt sovint deformades per la premsa internacional. Els mitjans d'informació no han sabut o no han volgut transmetre el vertader sentit d'aquesta lluita.

Dintre l'Estat Espanyol cal remarcar diversos focus d'activitat : País Basc, Astúries, Madrid, Saragossa, Sevilla, Països Catalans. D'aquests focus, dos han sigut particularment sensibilitzats pel Procés de Burgos : el País Basc i els Països Catalans, més concretament València i Barcelona amb la seva zona d'influència.

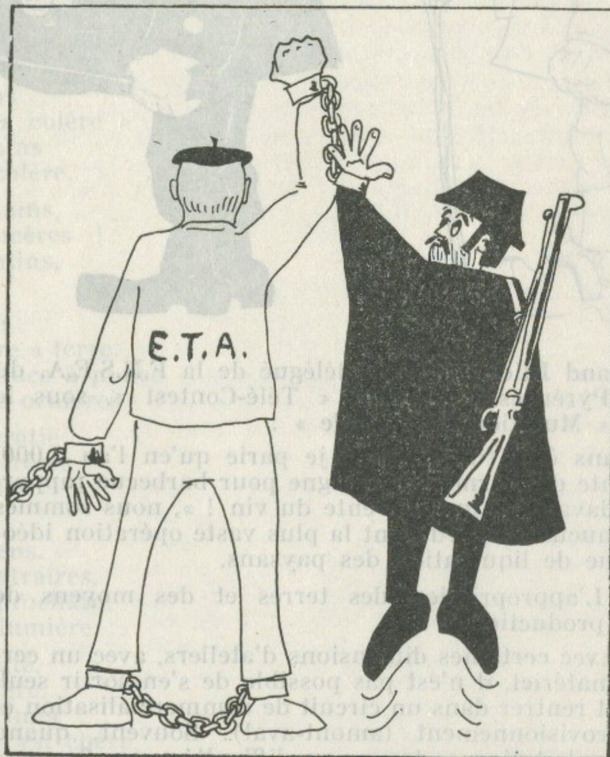
Sols a Barcelona i tot el País Basc la lluita ha sigut unànime, la gent ha sigut més sensibilitzada. Perquè ? Doncs perquè la E.T.A., a part de la seva ideologia revolucionaria i socialista que pot interessar, com ho ha fet, a tot l'Estat Espanyol, lluita per l'alliberament del Poble Basc del jou de Castella. Això és l'únic motiu que ha fet pensar el poble Català (tancada dels 300 intel.lectuals catalans a Montserrat) més que tots els altres dintre de peninsula ibèrica (a part és clar de Portugal). Els Països Catalans junts amb el País Basc i Galícia som els únics pobles a tenir una lluita comuna en tot : la independència, la descolonització, la desalienació cultural.

Aquest punt de la lluita ha sigut escamotejat pel capitalisme internacional i el socialisme rús car a ells tampoc no els interessa que es despertin els pobles que dominen. Perquè la premsa de l'Estat Francès censurada com les altres ha deformat, o més ben dit, no ha informat d'aquest sentit de la lluita car també té por d'un reviscolament perillós dels pobles occità, català, basc, bretó, alsacià, etc.

Una vegada més el capitalisme internacional ha sigut solidari. Solidari també amb uns partits d'esquerra que es diuen socialistes i comunistes i no són sinó uns social-demòcrates, reformistes i progressistes com el P. « C. » F. i el P.S.

El P. « C. » F. ha volgut fer seu aquest moviment en el País Basc escamotejant la lluita nacional i socialista revolucionari per a cridar contra un règim autoritari que ha destruit una república liberal com la que hi havía abans del 1936. Cal remarcar que en la premsa comunista i particularment l'*Humanité* durant el procés de Burgos sols ha parlat d'una lluita, una lluita contra el feixisme i per aquest sol fet s'ha posat al costat de la E.T.A., moviment que si fos a l'Estat Francès sería odiat igual que tots els moviments d'extrema esquerra anomenats « gauchistes » (no cal estendre's sobre el que pensen de nosaltres moviments gauchistes i nacionalistes els comunistes, malauradament utilitzem per designar el P. « C. » F. aquest mot que és més nostra que d'ells).

Per primera vegada hi ha hagut dintre l'Estat Espanyol una lluita tan intensa des de l'acabament de la guerra. Per primera vegada s'ha cantat la internacional i s'han ensenyat banderes roges pels carrers de Barcelona. Per primera vegada s'han construit barricades (Rambles, Plaça Molina, etc.) i els manifestants han carregat sobre la policía que corria i la



gent (dones, vells) els hi cridava assassins, « brutos » quan pegavan als estudiants. Voldría posar un parentesi sobre les barricades : quan vaig saber per l'*Humanité* que hi havian hagut barricades a Barcelona, la informació era tan exagerada que vaig creure que ja s'havia declarat obertament la revolució. Es solament un petit detall sobre la informació d'aquesta gent.

El Procés de Burgos ha provocat dintre el govern espanyol unes divisions encara més profundes, ha fet trontollar el règim. Doncs per primera vegada el franquisme ha estat malalt. Si es provoquessin un, dos, tres, nombrosos Burgos podriem matar el règim actual. Perquè sols la E.T.A. ha provocat això ? Perquè han sigut els únics a agafar les armes per defendre el seu poble. De que serveix la lluita pacifica de dialeg, de petits moviments insignificants de la oposició franquista sense violència. Els gangsters s'els ha de destruir a tall de ganster sinó estem « fotuts » (perdoneu l'expressió).

Podriem dir que la batalla dintre del govern ha sigut guanyada per l'Opus Dei, ajudada pel capitalisme espanyol (sense parlar del capitalisme basc i català que ha renunciat una vegada més en funció dels seus interessos de classe a plantejar els drets d'autodeterminació del poble al qual pertany) que volen una aparença democràtica per a obrir el mercat espanyol al capitalisme monopolista europeu i americà.

Malgrat el que diuen els clandestins, aquesta victoria de l'Opus Dei no és incompatible amb la nostra lluita car val més un règim liberal on podrem lluitar amb més tranquil.litat fins i tot legalment que un règim neo-franquista d'aquests militarots (Pérez Viñeta, Garcia Rebull, etc.).

Perquè els franquistes han provocat manifestacions a totes les ciutats de l'Estat Espanyol i no a Sant Sebastià ? Perquè a Sant Sebastià, gràcies a la influència de la E.T.A., no solament la gent no hi hagués anat sinó que hi hagués hagut afrontaments.

En fi per acabar voldria parlar de l'intens moviment de protesta en el País Basc del nord (dintre l'estat francès) que va demostrar la solidaritat i la unió entre els bascos. Aquest acte és vertaderament extraordinari. Suposem que si un día alguns companys del Principat es troban en un cas similar (cas força possible), els rossellonesos respondran de la mateixa manera, amb e lmateix fervor que ho varen fer els companys del País Basc del nord.

CATALANS BURGOS HA ACABAT PERO LA LLUITA FINS A UNS PAISOS CATALANS INDEPENDENTS I SOCIALISTES CONTINUA.

MANIFEST DE MONTSERRAT

Document aprovat per l'assemblea d'intellectuals catalans celebrada al monestir de Montserrat del 12 al 14 de desembre de 1970.

Nosaltres, intel.lectuals catalans constituïts a Montserrat en assemblea permanent, ens creiem en el deure de prendre posició davant la gravíssima situació política i social provocada pel consell de guerra sumaríssim contra setze militants d'E.T.A., acusats de lluitar pel socialisme i pels drets nacionals del poble basc.

En aquestes circumstàncies, constatem :

1) Que a l'Estat espanyol continua essent aplicada, contra tota opinió o acció de signe democràtic, una legislació repressiva iniciada, fa més de trenta anys, durant la guerra civil.

2) Que l'actual sistema politicojurídic al servei d'una estructura social classista i anacrònica converteix en delicte fets polítics i social que en tot estat democràtic són considerats legítims i àdhuc constitueixen drets elementals de tot ciutadà.

3) Que la tortura i els mals tractes físics i morals, que han estat denunciats reiteradament, són encara una pràctica policíaca sistemàtica.

4) Que els drets dels pobles i nacions que avui formen l'Estat espanyol són ignorats i reprimits a benefici d'una suposada i falsa unitat nacional, principi bàsic de les lleis fonamentals de l'Estat espanyol.

Atesos aquests fets, considerem inadmissible l'aplicació de les gravíssimes penes demanades al consell de guerra sumaríssim de Burgos.

Denunciem que els mitjans de comunicació de l'Estat, especialment Radio Nacional de España, Televisión Española i l'agència Cifra, tergiversen o escamotegen sistemàticament la informació. I, com que no existeixen mitjans normals de lliure expressió, ens veiem obligats a manifestar-nos a través d'aquest document.

En primer lloc repudiem el procés de Burgos en els termes expressats pels advocats defensors, al mateix temps que ens solidaritzem amb els moviments de repulsa que s'han produït i es produeixen tant a l'interior com a l'exterior.

En segon lloc, reclamem que siguin preses immediatament les mesures següents :

1) Que quedi sense efecte qualsevol condemna que pugui ésser dictada pel tribunal de Burgos.

2) Que sigui promulgada una amnistia general de tots els presos per motius polítics i socials, dels sancionats i dels exiliats.

3) Que sigui derogat el decret-llei de bandidatge i terrorisme i abolides les jurisdiccions especials.

4) Que sigui abolida la pena de mort per qualsevol delicte.

Que sigui establert un estat autènticament popular que garanteixi l'exercici de les llibertats democràtiques i dels drets dels pobles i nacions que formen l'Estat espanyol, inclòs el dret d'autodeterminació.

Finalment, manifestem la nostra completa adhesio fraternal al poble basc i a les seves reivindicacions, que són les nostres.

Montserrat, 13 de desembre de 1970.

Comite de recolzament al manifest de Montserrat

S'ha constituit a Montpeller un comité de recolzament al Manifest de Montserrat. Els seus objectius són la divulgació del manifest. L'ajuda als signataris que son victimes de la repressió feixista per aquest fet. Vet aqui el full explicatiu, dins la seva versió original.

El Manifest de Montserrat no és degut a l'acció d'uns intel.lectuals catalans aïllats sinó que s'inscriu dins la llarga lluita que el poble de Catalunya porta contra el feixisme pel reconeixement dels seus drets :

1951. — Per primera vegada, dins l'Estat espanyol, des de la guerra civil, vaga general a CATALUNYA.

1956. — Primeres manifestacions universitàries antifranquistes a BARCELONA.

1957. — La pressió popular obté la destitució del director de la *Vanguardia,* GALINSOGA, amic personal del Gral. Franco, que havia insultat publicament els Catalans : « Todos los Catalanes son una mierda ».

1960. — Al llarg d'un homenatge al poeta català MARAGALL, en presència de quatre ministres franquistes, denuncia pública de l'opressió a la qual estan sotmeses les minories nacionals i la cultura catalana.

1962. — Solidaritat dels estudians de Barcelona amb els miners d'Asturies.

1966. — Creació del Sindicat Democràtic dels Estudiants de Barcelona amb la ajuda d'intel.lectuals i de professors. Conseqüencies : afrontaments amb la policia i l'expulsió de 70 professors de la Universitat.

1970. — Manifest de Montserrat durant el judici dels 16 militants revolucionaris de l'E,T.A.

EL MANIFEST DE MONTSERRAT ES UN PAS MES EN LA LLUITA DEL POBLE CATALA. DENUNCIA L'OPRESSIO QUE PATEIX COM A MINORIA NACIONAL, SOTMESA A UN ESTAT BASAT EN UNA ESTRUCTURA DE CLASE AL SERVEI D'UNA MINORIA DE PRIVILEGIATS.

Després del Manifest de Montserrat s'ha produït una sèrie d'esdeveniments :

— Represàlies de la policia malgrat la promesa formal del Governador Civil, abans d'evacuar el Monastir : suspensió dels passaports, fortes multes...

— El professor Jordi CARBONELL va ser detingut i després internat en la cel.la psiquiàtrica perquè no volia contestar en una altra llengua que el català a les preguntes fetes per la policia.

L'arquitecte ORIOL BOHIGUES elegit després d'oposicions a catedràtic de l'escola d'arquitectura, no pot assumir aquest carrec perquè es negava a jurar als « Principios del Movimiento » (lleis fonamentals de l'estat franquista).

SOLIDARITAT AMB ELS MILITANTS REVOLUCIONARIS BASCOS ! LA LLUITA PER L'ALLIBERAMENT NACIONAL I LA REVOLUCIO SOCIALISTA NO SON MES QUE UN SOL COMBAT !

EN JORDI CARBONELL HA SIGUT EMPRESONAT

En Jordi CARBONELL és un dels més grans historiadors catalans d'avui. Els lligams que l'uneixen a la nostra regió i a la catalanitat d'aquesta han fet d'ell un dels nostres millors amics. Ve sovint al Rosselló per a efectuar-hi recerques a fi de poder constituir un « dossier » complert sobre la nostra història, ço que l'ha fet un especialista de la Catalunya cispirinenca. Es, professor d'història a la facultat de lletres de la universitat de Barcelona.

Es, ultra això, director de la GRAN ENCICLOPEDIA CATALANA (en 14 volums), la més gran obra mai realitzada al servei dels catalans.

En Jordi CARBONELL ,com a bon català i desitjant les llibertats del seu poble, era a MONTSERRAT als 12, 13, i 14 de Desembre per a protestar contra el Procés de Burgos. Va fer després un viatge per Europa ón, en les diverses televisions (francesa, anglesa, belga, sueca, alemanya) ha fet unes declaracions denunciant l'opressió exercida pel franquisme contra les nacionalitats ibèriques especialment la catalana i d'aquest fet va declarar-se nacionalista.

De retorn a Barcelona va ser convocat per la policia. Des de la primera pregunta va respondre en la seva llengua, la catalana, i va refusar de parlar-ne una altre que no sigui la seva, dintre el seu país.

La policía franquista ha decidit de ficar-lo a la secció de psiquiatria de la presó Model de Barcelona tant com no parli la llengua de l'Imperi, el castellà, car segons la policia, tota persona que refusa de parlar aquesta llengua, es boja.

Al cap d'uns quants dies el varen posar en llibertat provisional per a evitar complicacions.

Davant aquest fet greu, una vegada més el franquisme ha ensenyat les dents als catalans.

Per a protestar contra aquest fet el C.R.E.A. va distribuir un full al restaurant universitari de Perpinyà invitant els estudiants a signar una petició que sería enviada al cònsul d'Espanya. Hem recollit a prop de 200 signatures.

El C.R.E.A. va enviar a la familia CARBONELL el telegrama següent

EL COMITE ROSSELLONES SALUDA ACTITUD EXEMPLAR D'EN JORDI CARBONELL EN DEFENSA LLENGUA CATALANA. US ASSEGURA ENTERA SOLIDARITAT.

CATALUNYA I LLIBERTAT.

Tres llibres sobre la revolució a Catalunya del 1936 a 1939

La guerra civil espanyola si tinguè certs aspectes d'una guerra clàssica fou també i sobretot una revolució. Aquest aspecte revolucionari particularment important a Catalunya no és sempre copsat prou clarament.

Encara que no haguem viscut aquest període, de vegades entusiasta i d'altres vegades tràgic, nosaltres rossellonesos forem els espectadors més propers. Uns espectadors massa concernits per no interessar-nos a allò que visqueren els nostres compatriotes del sud dels Pirineus, sobretot al moment que restauraven la nostra llengua i intentaven d'instaurar una nova societat.

L'època que s'inicià amb el cop d'estat franquista del 18 de juliol del 1936 no es resumeix unicament a una topada entra feixistes i democrates. De 1936 fins a la fi de la guerra al camp republicà es desenvolupà una « lluita de classes » en la qual el proletariat arribà a assolir parcialment la direcció de l'economia. L'oposició entre el proletariat i la petita burgesia s'enverinà cada cop més fins arribar a les lluites del maig 1937 a Barcelona en les quals els obrers, els anarquistes i el P.O.U.M. (Partit Obrer d'Unificacio Marxista) es trobaren enfrontats a la generalitat (govern autonom català) i al govern espanyol sostinguts per la petita burgesia (Esquerra Republicana, Accio Catalana Republicana, etc.) i el P.S.U.C. (Partit Socialista Unificat de Catalunya, comunistes estalinians).

Aqueixos esdeveniments varen marcar la fi del P.O.U.M. (comunistes antiestalinians), la victòria dels comunistes estalinians sobre el P.O.U.M. i els anarquistes i la intrusió del Govern espanyol en moltes coses que abans pertanyien al govern autonom català.

Aconsellem tres llibres sortits fa poc per compendre aquesta època de la història de Catalunya :

- Els fets de Maig de 1937 per l'aspecte polític.
- Política econòmica de la Generalitat per l'aspecte econòmic.
- El problema agrari a Catalunya per l'aspecte rural.

— « *Els fets de Maig de 1937* », per Manuel Cruells — Editorial Juventud — Barcelona, 1970.

Cal comprendre doncs que el sublevament militar feixista del juliol del 1936 i la reacció dels treballadors canvià radicalment la situació a Catalunya. Després d'ésser vençuts els franquistes a Barcelona, la gairebé totalitat de la gran burgesia (els de les idees de la Lliga Catalana) passaren del costat de Franco abandonant les seves fàbriques, situacio semblant a la d'Algèria els primers dies de la seva independència quan els moros es varen trobar sense amo. Els obrers organitzats sobretot a dintre de moviments anarquistes com la F.A.I. (Federacion Anarquista Ibérica) i la C.N.T. (sindicat anarquista) es trobaren amos del carrer i de la indústria. El govern autonom català fou doncs obligat d'acceptar els fets és a dir la col.lectivització de les fàbriques i llur gestió pels comitès obrers cosa que tots els republicans no veien d'un bon ull. Els petits burgesos, Esquerra Republicana o Accio Catalana Republicana no n'eren gaire partidaris. Tampoc no ho era el P.S.U.C. el qual veia malament la influència dels anarquistes i del P.O.U.M. antiestalinià sobre els obrers.

Aqueixa oposició fou la causa dels fets de Maig. La crisi esclatà quan les forces governamentals de la generalitat volgueren ocupar la telefònica i expulsarne els sindicalistes anarquistes. Les barricades s'alçaren a la ciutat i la lluita entre els obrers de la C.N.T. i del P.O.U.M. contra els altres partits i les forces oficials durà gairebè una setmana. La cosa acabà aparentment sense vencedors ni vençuts i amb la presència a Barcelona de les tropes del govern central. Malgrat aqueix aparent empat els fets de maig marcaren la derrota dels anarquistes i del P.O.U.M.

El control de l'estat es feu més directe sobre les empreses autogerades. El P.O.U.M. fou a poc a poc arraconat de la vida política i finalment prohibit i el seu capdevanter l'Andreu Nin assessinat pels homes de Stalin.

La C.N.T. si no fou directament atacada pel P.S.U.C. malgrat tot va anar perdent la seva influència.

Aqueixos fets també permeteren al govern central aleshores a València d'intervenir més directament a Catalunya i la Generalitat en sortí finalment aflequida. Els vencedors n'eren el govern central i el P.S.U.C. Al nivell internacional els fets de Maig iniciaren la derrota de l'anarquisme i la victòria de l'estalinisme sobre el trotskisme i altres tendències antiestalinianes.

— « *Politica econòmica de la Generalitat (1936-1939)* », per Josep Maria Bricall — Edicions 62 — Col.lecció Estudis i Documents — Barcelona, 1970.

Aquest llibre és més difícil de llegir que el precedent car necessita la coneixença de certs elements d'economia. Malgrat tot alguns capítols són a l'abast del lector corrent.

Com ja ho hem dit després del 18 de juliol el govern de la Generalitat es trobà aleshores en una situació molt particular. La majoria dels amos havien marxat o eren en presó i els obrers decidits a prendre la direcció de les fàbriques. Com que la Generalitat no tenia prou força per resistir a la C.N.T., que únicament l'autogestió (direcció de les fàbriques pels obrers ells mateixos) podia salvar l'economia catalana, la situacio fou doncs la d'un govern petit burgès obligat d'acceptar i de legalitzar en la seva societat elements de col.lectivisme. Amb la presència un temps de ministres de la C.N.T. i del P.O.U.M. a la generalitat i l'obligació de comptar amb els obrers, les formes d'autogestió es legalitzaren a poc a poc.

La neutralització d'elements obrers actius després de Maig 1937 i la victòria franquista impediren que Catalunya esdevingués una nació socialista d'un estil semblant a la Iugoslàva d'avui (en Tito, no s'ha de descuidar-ho, era amb les Brigades Internacionals a Catalunya).

L'anàlisi que ens proposa en Bricall presenta l'avantatge de venir a aclarir un moment de la història de Catalunya poc conegut sobretot en l'aspecte económic.

L'estudi és molt complet. Hi trobareu entre altres coses :

— Els problemes de l'economia catalana 1936-38. En Bricall en distingeix sis :
- atur forçós
- puja de preus
- salaris
- proveïments
- comerç exterior
- moneda i finances.

— Una analitza de les unitats de producció, empreses col.lectives ,empreses privades, cooperatives, agrupaments.

— La política de la Generalitat (administració, organisme coordinadors, intervencions, etc.).

Hi ha pocacosa dir en contra d'aquest llibre encara
Hi ha poca a dir en contra d'aquest llibre encara que la modificació de la política de la Generalitat a mesura que el P.S.U.C. anava prenent importància no apareixi d'una manera prou clara. Fa saber greu que el seu preu : 500' — Ptes. no permeti a aquesta obra d'ésser a l'abast de tothom.

— « *El problema agrari a Catalunya 1890-1936* »,

per l'Albert Balcells — Editorial Nova Terra — Col.lecció « Documents a la recerca » — Barcelona, 1968.

Encara que de fet en parli un xic, aquest llibre no tracta de la revolució catalana de 1936-39.

Hem cregut necessari de mencionar-lo en aqueix article perquè si els dos llibres precedents descriuen essencialment l'aspecte ciutadà de la qüestió, aquest permet de comprendre i d'explicar l'actitud dels pagesos particularment durant la República i la guerra civil. Malgrat que l'obra tracti sobretot dels problemes dels arrendataris i parcers, també analitza els fets d'octubre del 1934 dins de l'òptica d'una lluita de classes.

Les dificultats dels parcers i arrendataris originarien l'any 1920 la creació de la « Unió de Rebassaires » moviments reivindicatiu petit burgesos. Durant la República la « Unio de Rebassaires » estretament lligada a l'Esquerra Catalana obtingué del parlament català la votació d'una llei dita « Llei dels contractes de conreu » que entre altres avantatges permetia a l'arrendatari de comprar la terra que treballava si ho volia i si ho podia. Això havia de permetre de crear un gran nombre de propietaris pagesos, garantia contra el col.lectivisme que n'espantava molts. Tots els partits petit burgesos hi adheriren més o menys mentre la Lliga Catalana (partit dels grans burgesos) va atacar el govern autonom davant el tribunal de garanties Constitucionals de Madrid allegant que la Generalitat no podia legiferar sobre aquest punt. De fet el govern central aleshores de dretes esperava només una ocasió per aflequir la Generalitat i com era d'esperar va declarar la llei il.legal. Aqueixa bofetada a la cara dels catalans va separar la Lliga de tota la petita burgesia. Malgrat això el govern autonom aplicà la llei mentre la situacio s'anava enverinant.

Després de la formació el 4 d'octubre 1934 a Madrid d'un govern amb neta predominància de les dretes l'Aliança Obrera (agrupava tots els partits obrers menys els anarquistes) decretà la vaga general el dia 5. L'oposició era doncs entre Madrid i les dretes contra la Generalitat i les esquerres.

Els fets més notables van passar a Astúries on els miners es revoltaren i començaven ja a establir les bases d'un socialisme quan va reprimir el moviment el general Franco.

A Barcelona pressionat per alguns, En Companys president del govern autonom va proclamar la Republica Catalana posant-se en situació de rebel.lió aleshores que els anarquistes no participaven a la vaga i que l'Aliança Obrera no tenia armes. El fracàs era evident ja que el govern autonom no havia volgut armar els obrers. Efectivament la sublevació no durà gaire, En Companys fou arrestat, posat a la presó, l'estatut d'autonomia suspès i la llei de contractes de conreu annul.lada, cosa que enfortí l'esperit revolucionari dels pagesos.

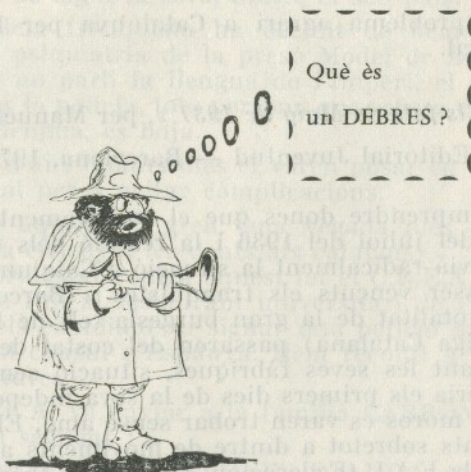
Les eleccions de febrer 1936 donant la majoria al Front Popular, l'estatut fou restablert, Companys tornà a ésser president de la Generalitat i la llei de contractes de conreu fou aplicada de nou.

Aleshores que l'Esquerra Catalana i Companys es tornaven més moderats la Unió de Rabassaires anava mirant cap esquerra i particularment cap al P.S.U.C. (format des de poc per l'Unio Socialista de Catalunya, el Partit Català Proletari, el Partit Comunista Català, la Federacio Catalana del P.S.O.E.) però guardà distància amb el P.O.U.M. jutjat de caire massa col.lectivista i adversari de la Unió de Rabassaires particularment a Lleida.

Així el 21 de juliol la Unió de Rabassaires s'incorporà al Comitè de Milicies Antifeixistes però no féu gaires intents de col.lectivisme. Pel Maig 1937 es trobà contra el P.O.U.M. i els anarquistes.

El moviment camperol es presenta doncs com un moviment petit burgès estretament lligat a les esquerres a condició que no siguin col.lectivistes.

El partit que hi corresponguè millor fou l'Esquerra Catalana fins al 6 d'octubre del 1934 però la moderació de l'Esquerra i l'aparició del P.S.U.C. decantaren la Unio cap a aquest partit. La C.N.T. no reeixí a s'arrelar al camp català com hi arribà a Andalusia on els obrers agrícoles eren molt més nombrosos. El P.O.U.M. no fou tampoc un partit de pagesos tot i que tingués una certa importància a la regió lleidatana.



— La millor resposta al Joan TRABUC guanya un abonament.

Un llibre sobre una altre colonia francesa : l'illa de la REUNIO

Cercle Eliard Laude. « Réunion 1969, une colonie française ». François Maspero, Dossiers partisans, Paris, 1969.

2.500 quilometres quadrats, 430.000 habitants, illa situada al bell mig de l'Oceà Indi, a 12.000 quilometres de la « Metropoli », la Reunion, Colonia francesa des del 1632 ha esdevingut oficialment, l'any 1946, un « departement d'Ultra-Mar ».

« Departementalització », « integració », tota una política per enganyar al poble reunionès, per amagarnos la realitat : la Reunion.

Queda una colonia i la seva situació, malgrat les paraules amanyagadores del paternalisme oficial, que pretén que va millorar-se gràcies a l'ajuda generosa de la « metròpoli » és cada dia encara més dolenta.

« Integració » a la « Nació Francesa » que significa això per les masses populars reunioneses ? Elles ja ho saben molt bé. Ja saben què és patir la gana : més de 60.000 persones no tenen pas 400 F. l'any per viure, és a dir menys encara que a la República d'Haiti, o a l'India. Ja ho senten bé prou cada dia, elles que viuen dins condicions espantoses, dins les barriades de « bidonvilles » al mig de les rates, del fang i d'altres brutícies.

Que pot significar encara « integració » per un poble que no pot expressar-se políticament ? A la Reunion com als altres Departaments i Territoris d'Ultramar, els serveis de la prefectura fan les eleccions segons el desig del govern francés, i aixó amb l'ajuda dels C.R.S. de la « Gendarmerie » i tot.

Que pot significar pels vaguistes que es fan matar pels C.R.S., manifestant contra els explotadors colonialistes ?

Molts d'entre nosaltres, de la « Metròpoli », ignorem les condiciones espantoses d'explotació d'aqueixos « departaments », que formen, ens diuen, part integrant del territori de la gran « Nació Francesa ». El « Cercle Eliard-Laude » ens fa conèixer el cas concret de la Reunion amb aquest petit llibre que publica l'editorial F. Maspero.

El « Cercle Eliard-Luade » aplega un grup de militants anti-colonialistes reunionesos.

Ha agafat aquest nom per recordar el jove Eliard Laude que van matar els C.R.S. el 15 de març de 1959 dins una manifestació à Saint-Denis, capital de la Reunion. Això per protestar contra les falsificacions al vot de les eleccions municipals, falsificacions que eren l'obra del poder colonialista mateix.

Desprès estudien el pes de la història colonial. El futur de l'illa és decidit a Paris, segons els interessos dels colonialistes de les companyies i les « necessitats » polítiques (rivalitat colonial anglo-francesa). Així segons el canviament d'aquexos interessos o necessitats l'illa té de dedicar-se al cafè de 1715 a 1765. Després al blat (1765-1820). I per acabar al sucre des del 1820. Tots els altres productes que necessitava l'illa tenen de venir de França i el transport es fà amb naus franceses. Això s'anomenava el « Pacte Colonial ».

La departamentalització ho va canviar almenys oficialment. De fet el pacte colonial subsisteix.

L'exportació de sucre i dels productes derivats (Rhum, Melassa) constitueix 87,25 % dels valors (1967).

La Reunion té d'importar pel mateix any 93,40 % dels productes de la « Metròpoli » és a dir 80 % de l'alimentaciò (31 % del total de les importacions); els vestits constitueixen 11 % de les importacions; els productes químics, que necessita sobretot l'agricultura, 16 %; el material de construcció 17 %; els productes acabats 24 %.

Els transports són assegurats quasi bé tots per companyies franceses (Transatlantique, Air France).

El sucre és quasi bé l'única producció de l'illa. El poder colonialista impedeix la cultivaciò de l'arros, la pesca, la ramaderia que aprofitarien a les masses populars del país. Les explotacions agrìcoles són de tota manera de tipus feudal. 45 % (36.400 hectàrees) de les terres són explotades per les 98 famílies (560 persones : 0,2 % de la poblaciò).

El poder francés no fa rés per canviar les estructures, al contrari afavoreix el sistema feudal.

La França, diu la propaganda oficial, ajuda la Reunion a sortir del subdesenvolupament.

Els companys del « Cercle Eliard Laude », ens mostren, que la majoria de les inversions franceses es fan dins sectors improductius : casernes de C.R.S. i de gendarmes (prefectura), carreteres turistiques, « Aménagement touristique » de platjes per milionaris, etc.

Es veu que aquesta « ajuda » es esmerçada pel més gran profit del capitalisme i dels colonialistes i que no te rés a veure amb el millorament de les masses explotades reunioneses.

La segona part del llibre analitza la societat reunionesa. Podem dir que es el reflecte fidel de les activitats econòmiques. Al « cap » de la societat els propietaris feudals dels camps de sucre, i la burgesia « compradora » que serveix d'intermediari entre l'Illa i la « Metròpoli » i que és lligada a les estructures colonialistes pels seus interessos. D'una altra banda trobem tota la burocràcia del poder francès, amb les forces repressives.

Al baix de l'escala trobem tots aquests obrers camperols, « peones » miserables, tots aquests petits pagesos que es moren de fam al bell mig de llurs minifundis.

Com que la poblaciò creix cada any més, el percentatge del emigrants és cada vegada més fort. Aquests tindran d'anar cap a Paris, on seran explotats com a sub-proletariat miserable. I la « Fédération des Travailleurs réunionais en France » que prova d'organitzar els immigrats és perseguida pels serveis del Sr. Marcellin, gran defensor de « l'ordre » burgès, capitalista i imperialista.

Dos móns coexisteixen dins aqueixa illa :

— Un minoritaire « pour qui le luxe est normal, les loisirs et la frivolité l'occupation habituelle, pour ce petit monde, tout est possible. Il n'a aucun souci, comme aucun scrupule, car son argent est souvent celui de la corruption. Il ne connaît ni drame de conscience, ni les drames tout court »;

— L'altre majoritari i de lluny « est celui de misère, de l'humiliation et souvent du désespoir. Jamais de joie, jamais de loisirs... Pour lui, la faim et la fatigue sont les compagnes quotidiennes d'une vie entière ».

Parlarem per acabar de l'estructura ètnica del poble reunionès :

L'Illa, quan fou descoberta, l'any 1632, era deserta. La població originària és francesa. S'hi afegiren aviat esclaus negres de l'Africa. Per acabar vingueren, sobretot des del segle passat indians i també vietnamesos. Els primers però, són molt més nombrosos que els segons.

S'hi parla doncs totes les llengües. La Reunió té, però, un idioma propi, el « creole » o francés transformat pels negres (Trobem idiomes d'aquesta mena a les Antilles « franceses », i a l'illa Maurice).

Aquest llibre és una síntesi força interessant sobre la Reunió. Ens recorda una vegada més la necessaria lluita contra l'imperialisme francès, imperialisme secundari, segur, però imperialisme tot com l'imperialisme U.S.A. Ens recorda que França manté encara un colonialisme de tipus clàssic sobre certs territoris : Reunion, Martinique, Guadaloupe, Polynésie « française », Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Guyane, Comores, Territoire des Afars et des Issas (Djibouti), Saint-Pierre-et-Miquelon. L'imperialisme va « adaptar » d'una altra banda, la seva dominació, sobre els territoris, ara « independents ». La guerra actual del Txad ens mostra fins on pot anar, aquesta voluntat de mantenir la dominació econòmica sobre les excolònies.

Ens recorda també una altre dimensió de l'imperialisme francés que ens toca d'una manera particular : el « colonialisme interior ». Interior a les fronteres estatals franceses, fa patir regions senceres del subdesenvolupament, i oprimeix nacionalitats minoritaries entre les quals trobem la catalana al Rosselló.

L'única solució és fora del sistema capitalista. L'alliberament cultural, el desenvolupament econòmic passa per la revolució socialista.

Per aquest canvi polític i econòmic radical, per la dictatura del proletariat tenim de lluitar. Per això tenim d'enfortir el moviment revolucionari a dintre de l'Estat Francès. « I ens podrem alliberar », quan ajudarem els pobles oprimits del món a alliberar-se.

Andreu BALENT.

Un llibre sobre el Pais Basc

Œuvre collective : « Batasuna; la répression au Pays Basque », Paris, 1970. — Ed. Maspéro. — Collection « Cahiers Libres ».

« Batasuna » aurait pu être versé au dossier de la défenses des seize nationalistes basques de Burgos. « Batasuna », en Basque, signifie « unité », mais c'est aussi le titre d'un ouvrage collectif publié par Maspéro et dont le but n'est autre que d'établir au grand jour la réalité des prisons fascistes espagnoles. La publication de ce recueil de témoignages faits par des personnes qui ont eu à subir la torture, devrait éclairer les yeux de tous les crédules qui seraient portés à croire que le régime franquiste s'est humanisé depuis les sombres années des victoires fascistes et nazies en Europe.

Nous extrayons de la page 101 la phrase suivante :

« Ainsi, quand il tenta d'arrêter le père Aguirrezabal et que celui-ci lui objecta qu'il n'avait pas d'autorisation pour cette arrestation, ce Monsieur Junquera (inspecteur de police) explosa en expressions irrévérencieuses et grossières : « Hostia ! j'en ai plein les c... Je fais ce que j'ai envie de faire, je me moque de la légalité et de l'évêque... ».

Aux témoignages des torturés, les auteurs ont ajouté la liste des policiers tortionnaires, ramassis d'individus peut-être plus à plaindre qu'à blâmer, dont l'un des principaux responsables est un certain Catalan du nom de Juan Creix, témoin de la façon dont le franquisme sait utiliser les sujets de l'une de ses minorités pour en opprimer une autre.

Enfin, les auteurs ont également ajouté des informations sur l'économie et la culture basques, ainsi que sur l'action du clergé, de 1960 à 1969, et la reproduction de divers documents de protestation.

Notons aussi que dans l'esprit des auteurs, Pays Basque français et Pays Basque espagnol ne font qu'un d'où leur souci, dans la présentation de l'économie basque, de ne pas exclure les trois provinces du nord, malgré le peu d'importance de celles-ci par rapport à celles du sud. A ce propos, regrettons qu'on n'ait pas parlé de la répression dans le Pays Basque français. En disant cela, nous pensons d'abord à la politique française d'orientation culturelle et de destruction, de l'économie des régions sous-développées; si cet état de faits n'est pas comparable à ce qui se déroule en Espagne, il n'en est pas moins néfaste aux Basques. Mais, en disant répression, nous pensons aussi à l'attitude de la police et des autorités françaises à l'égard des Basques du sud. On pourrait certainement établir un dossier assez nourri sur toutes les tracasseries, vexations et mesures illégales dont les patriotes basques exilés en France ont été victimes. La seule lecture, « Enbata », hebdomadaire du Pays Basque nord suffit à cela. Ainsi, par exemple, l'écrivain basque du sud Txillardegi, lecteur à l'Université de Bordeaux, s'est vu signifier une interdiction de séjour dans quatorze départements, dont la Gironde et les Basses-Pyrénées, ceci sans motif.

De nombreux Basques réfugiés en France sont interdits de séjour au Pays Basque. Il n'y a pas tellement longtemps, toujours selon « Enbata », des militants basques français distribuant, en Pays Basque français, des tracts protestant contre la répression de l'autre côté de la frontière, arrêtés par la police française, ont été interrogés en présence des représentants de la police espagnole.

On multiplierait les exemples à l'infini.

Il ne semble pas que les autorités françaises aiment beaucoup les anti-fascistes espagnols. Nous n'irons cependant pas plus loin pour ne pas décevoir ceux qui croient que la France est le pays de la liberté.

Le Directeur-Gérant : Jaume ROURE

éditions du castillet, 11, quai batllo - 66 perpignan - tél. 34-38-35

dépôt légal n° 50 - 2e trimestre 1971